L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

G. F. WEISSE & Co. — Rue de Chartres No 73, Entre Conti et Bienville.

G. F. WEISSE — N. DUFOUR — E. DUVERGER — S. HARRY — Editeurs-Propriétaires

NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 18 JANVIER 1861.

Nouvelle-Orléans, VENDREDI MATIN. 18 JANVIER.

☞ Voir la seconde page, pour :

Le Feuilleton.
Le Bulletin Commercial,
Le Marché aux Bestiaux,
Le Mouvement du Port,
Le Départ des Steamers et Bateaux.

Abonnés à la Semaine.

Les porteurs de l'Abeille sont autorisés à recevoir des abonnements "à la semaine" à raison de 25 cents pour les six numéros. On paiera aux porteurs.

Liste des lettres.

On trouvera aujourd'hui, à notre troisième page, la liste des lettres françaises, espagnoles et italiennes.

Vente à l'encan de ce jour.

Par C. Lemonnier, Blache & Co, 69, Chartres—Chaussures et bottines.
Par D. P. Murphy, 67, Magasine—Cigares.
Par N. Viguié, à 11 heures, dans la rue de la Douane, No. (1re—Meubles.
Par B. Girard Turpin, à 10 heures et demie, dans la rue Vieille-Levée, No 25, ancien 56—Sardines, huile d'olive, vins, liqueurs, &c.

Le budget de la ville.

La tendance marquée de notre époque est à la prodigalité, et puisque nous sommes en train de révolutionner, il n'est pas inutile de signaler la nécessité d'opérer une réforme dans le système financier, et de faire succéder à la dilapidation folle des derniers publics une sage économie. En vertu de cette loi fatale de la contagion de l'exemple, l'ineurie et les fraudes qu'on a constatées dans les finances fédérales se retrouvent à un degré plus ou moins considérable dans l'administration des fonds d'Etat ou des deniers municipaux. L'établissement d'un nouvel ordre de choses va mettre au grand jour une foule de chercheurs d'emplois et de spéculateurs en contrats, qui, tout en invoquant les nécessités du salut public, n'ont d'autre but que de se ruer sur le budget et d'absorber à leur profit la plus forte partie possible des espèces fournies par les contribuables. Il faut donc plus que jamais se méfier des propositions qui n'auront pas pour objet évident un intérêt public pressant et sérieux. Ce ne sera pas trop de toutes les ressources de l'Etat pour faire face aux mesures indispensables de sûreté, d'entretien de routes, de transport des malles et aux divers besoins d'un gouvernement provisoire; il faut se garder de créer des sinécures coûteuses pour la satisfaction de tel ou tel personnage. Les plus grande sévérité devra être apportée dans l'adjudication des contrats, la livraison des armes et des fournitures, et nous espérons que la Convention et la législature prendront toutes les précautions pour déjouer les tentatives de fraude et de corruption.

Que nos observations aient naturellement à porter d'abord sur le fait de la ville, qui vient de faire l'objet d'un rapport sévère de la part de comité de finance—et comme on le sait, le comité se trangne pas sur les termes et il qualifie crement de prodigalité les dépenses du gouverne ment municipal. Il suffit pour se convaincre qu'il n'y a nulle exagération dans cette expression de parcourir les chiffres de ce budget.

Le total des dépenses est évalué à $2,818,834, ou à près *trois millions de piastres*. Voici comment cette somme se répartit: police $273,740, département des rues $818,550, écoles publiques $74,131, éclairage au gaz $100,000, éclairage à l'huile $35,000, travaux hydrauliques pour l'année courante $100,000, drainage $41,200, ouverture de rues nouvelles $60,000, entretien des prisonniers dans la prison de paroisse $40,000, dépenses casuelles $100,000, compagnies de pompiers $90,000.

Pour faire face aux dépenses susindiquées, la ville a des revenus qui s'élèvent à $1,159,560, ce qui laisse un déficit de $1,689,874 qui doit être couvert par des taxes directes.

Dans les chiffres de dépenses mentionnés plus haut, il en est trois dont nous ne pouvons qu'approuver pleinement le principe. Nous voulons parler de l'éclairage, de la rue et des travaux d'amélioration aux rues. On sait que depuis le premier janvier les rues doivent être éclairées au gaz toutes les nuits sans exception; on s'est déjà à un plus compter sur la lune qui semblait se faire un malin plaisir de faire mentir l'almanach. Chaque bec de gaz coûte à la ville $12 par an et le total de la dépense porté à $100,000 n'a rien d'exagéré. Un bec de gaz est, en effet, un auxiliaire puissant pour la sûreté publique et tout aussi relativement pour nos belles voitures et propriétaires que la police. Il sert aussi à éviter bien des accidents et à préserver les membres des passants attardés des conséquences d'une chûte dans les ruisseaux.

Nous ne nous plaindrons pas davantage de la somme de $20,000 consacrée aux travaux hydrauliques et à la pose de nouveaux tuyaux de conduite, si toutefois le résultat désiré se réalise, c'est-à-dire si l'on obtient de l'eau en quantité suffisante pour la consommation et pour de cas de grands incendies. Chacun est intéressé à ce que le retour des calamités, qui ont désolé notre ville depuis deux ans, soit évité, et il a été démontré que avec de l'eau en abondance il était facile d'arrêter le progrès des incendies.

Au sujet du pavage des rues en pierres carrées, nous répéterons ce que nous avons déjà dit que c'est là une amélioration fort utile et qui évitera de plus grandes dépenses dans l'avenir. La part que la ville aura à payer dans les dépenses est bonne et montera à $7,000. Nous n'avons pas les éléments nécessaires pour contrôler les prix d'adjudication des contrats, mais nous devons constater d'une part les plaintes d'un grand nombre de propriétaires qui affirment que les dépenses sont exorbitantes et qu'il est pénible pour eux d'avoir à payer des sommes énormes sans moyens de contrôle, et de l'autre nous savons chez le public pour certaines pierres qu'elle a eu à souffrir, sans s'inquiéter s'ils intercept-ait inutilement la circulation publique. Il dépavent une rue puis la laissent dans cet état un mois, six semaines même, avant de procéder au repavage, ou bien quand les travaux sont terminés ils négligent de déblayer la rue ou les trottoirs alors qu'il suffirait d'une ou deux journées de travail pour rendre le passage libre.

Ainsi sur ce chapitre, il y a deux observations double à faire et à bien compte, soit pour l'exécution des contrats actuels soit pour les futurs. Quant aux nouveaux contrats, le coût de la dépense et la manière d'exécuter les travaux. Indépendamment de ces travaux d'amélioration, l'entretien des rues figure au budget pour le chiffre de $102,479. Il semble qu'avec cette somme cons dérable il serait possible d'obtenir des rues propres et bien tenues et nous espérons que l'on ne retombera pas dans les anciens errements. Il faut dire que beaucoup de rues du carré de la ville sont relevées dans un état payable parce que, comme elles devaient être repavées en pierres plates, on ne pourrait en attendant y faire des réparations qui seraient été inutiles.

Les critiques de conseils portent sur la somme de quatre-vingt dix mille piastres dépensée pour l entretien des prisonniers dans la prison de paroisse. Il est de fait que c'est un joli denier et le comité a eu que l'intervention de la législature pour opérer une réduction sur ce chapitre.

Somme toute l'élévation du budget préparé pour 1861 et la probabilité de nouvelles dépenses que nous prévoyons sont les circonstances politiques font un devoir au Conseil d'apporter la plus stricte circonspection dans son examen et d'opérer des réductions partout où il sera possible de le faire.

Convention de la Louisiane.—Le *Baton Rouge Advocate* publie une liste incomplète des délégués élus à la Convention et il compte jusqu'à présent 79 partisans de la séparation et 44 de la coopération. Il reste encore à connaître les nominations dans Bossier, Bienville, Lafayette, Calcasieu, Vermillion et Union. La classification faite par l'*Advocate* peut être incorrecte comme il le déclare lui même. Nous publierons la liste dès qu'elle sera complète.

Une demande indiscrète.—Le maire de la ville a reçu du colonel Chase, commandant les troupes de la Floride à Pensacola la dépêche suivante :

Pensacola le janvier.

Au maire de la Nouvelle Orléans.

Pourrait on envoyer de votre ville deux mille hommes bien armés pour aider à prendre le fort Pickens, et à quel moment. W. H. Chase.

Colonel commandant les forces de la Floride.

Si cette dépêche n'est pas apocryphe, nous croyons qu'une pareille demande devrait étonner du gouverneur de la Floride et être adressée au gouverneur de la Louisiane et qui celui-ci devrait répondre par un refus. La Floride est séparée et la Louisiane ne l'est pas. La première doit être la Louisiane le sera t-elle aussi? Cette question est intéressante pour nous et nous espérons que le gouvernement fédéral ne tardera pas à nous donner sa solution. Jusqu'à présent nous n'avons pas les éléments nécessaires pour connaître les prix d'adjudication des contrats, mais nous devons constater d'une part les plaintes d'un grand nombre de propriétaires qui affirment que les dépenses sont exorbitantes et qu'il est pénible pour eux d'avoir à payer des sommes énormes sans moyens de contrôle, et, de l'autre nous savons chez le public pour certaines pierres qu'elle a eu à souffrir, sans s'inquiéter s'ils intercept-ait inutilement la circulation publique. Ils